

La France et les crises du Moyen Orient

Isabelle Birambaux

A la veille du second tour des élections présidentielles en France, on s'interroge de plus en plus sur le rôle que pourront avoir les différents acteurs, notamment l'Union européenne, dans la résolution du conflit israélo-palestinien. Plusieurs experts français ont donné leur opinion à FRIDE sur l'engagement que l'Europe, la France, les Etats-Unis et d'autres acteurs pourraient aujourd'hui avoir dans cette région¹.

Six ans après les accords d'Oslo, les pourparlers du conflit israélo-palestinien se trouvent dans une complète impasse. Washington est en train de perdre le leadership de l'orchestration des négociations alors qu'il semblerait que des médiations intermédiaires se mettent en place. En toute hypothèse, le processus de paix semble être encore bien loin à l'horizon. Si d'une façon générale, tous les conflits et les tensions, allant de l'Afghanistan à la Syrie, sont liés entre eux, ils passent tous par une solution régionale propre. Sur ce complexe échiquier politique régional, autant le rôle de chaque acteur que leurs interactions peuvent être décisifs. Dès lors, l'Union européenne peut-elle avoir plus de protagonisme qu'elle ne l'a eu ces dernières années, réduite au rôle de simple financier et d'acteur politique secondaire? Et la France, pourra-t-elle se positionner comme la locomotive de ce processus?

D'intenses activités diplomatiques ont eu lieu au Sommet de Riyad le 28 mars, consacrant désormais l'Arabie Saoudite comme le principal médiateur régional. Déjà lors des Accords de la Mecque du 8 février 2007, le royaume saoudien avait oeuvré à la réconciliation entre le Fatah et le Hamas grâce à la formation d'un Gouvernement d'Union Nationale et mit ainsi fin à une longue isolation diplomatique du gouvernement palestinien.

La France a bien accueilli l'initiative saoudienne et lors de la visite à Paris le 25 février 2007 du président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, le président français Jacques Chirac a déclaré soutenir cette réconciliation, considérant que c'était un premier pas vers l'application des conditions du quartet (Etats-Unis, Union européenne, ONU et Russie). Avant d'entreprendre des négociations, ses membres ont en effet exigé au préalable la reconnaissance explicite de l'Etat d'Israël, les accords de paix et la renonciation à la violence.

Dans le ballet diplomatique qui s'est mis en place pour débloquer le conflit israélo-palestinien, la France est appelée à jouer un rôle important face à la superpuissance américaine, en perte de crédibilité dans le monde arabe. En effet, forte de ses longues relations avec les pays de la région et comptant parmi les grands pays de l'Union européenne, la France détient des atouts qui pourraient lui permettre de contribuer activement à un déblocage politique. A la fois partenaire privilégié du monde arabe et entretenant d'étroites relations avec l'Etat d'Israël, la France s'est à plusieurs reprises distinguée par ses positions opposées à celles de son allié américain. En outre, elle n'est pas marquée par les mêmes stigmates que l'Allemagne, où subsiste encore un sentiment de culpabilité par rapport à Israël dû aux sombres pages de l'histoire du Troisième Reich. Surtout, la France a refusé de s'engager dans le conflit en Irak et a adopté une attitude critique par rapport aux Etats-Unis juste avant l'intervention militaire pendant la deuxième Guerre du Golfe.

¹ Les interviews ont eu lieu à Paris le 19 février 2007.

De par son histoire d'ancienne puissance coloniale dans la région, la Grande Bretagne pourrait également devenir un interlocuteur incontournable dans le processus de paix. Mais à la différence de Londres, Paris a su maintenir une certaine distance par rapport à Washington et n'a pas à porter le même poids historique que son alliée britannique dans la région, et notamment en Palestine².

Malgré tous ces atouts, on pourrait cependant reprocher à la France une certaine hésitation et il n'est pas passé inaperçu que la diplomatie française a été longue à prendre des initiatives. Le manque de vision qui caractérise à l'heure actuelle la politique étrangère de la France est certainement liée à la fin du règne de Chirac, pense Alain Gresh, rédacteur en chef du mensuel *Le Monde Diplomatique*.

Mais surtout à l'approche du second tour des élections présidentielles, une grande question se pose: est-ce que le ou la nouvelle élu(e) modifiera les grandes orientations de la diplomatie française? Certains craignent un changement radical de la politique française au Moyen-Orient. Mais comme le souligne Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut Français des Relations Internationales, "c'est un domaine où les constantes l'emportent de beaucoup sur les variables".

La politique étrangère de la France est dans ce sens imprégnée d'une longue tradition qui remonte au général Charles de Gaulle et qui a su résister aux différentes convictions politiques des candidats sortants. Un changement radical des positions françaises sur le conflit israélo-palestinien est donc peu probable, estiment les experts interviewés par FRIDE à Paris le 19 février 2007. De plus, à l'heure de l'Union européenne, l'action de la France s'inscrit désormais de plus en plus dans le cadre d'une politique commune élaborée avec les autres membres. "D'un point de vue politique, la France a toute capacité pour lancer une initiative allant vers la conférence de paix mais il est hors de question que Paris puisse mener bataille chevalier seul", souligne Didier Billion, co-directeur de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS).

1. Comment la France peut-elle inciter l'Union européenne à prendre des initiatives dans le processus de paix?

Billion suggère qu'un petit groupe de pays européens prenne l'initiative d'une tentative de médiation. Il croit qu'une fois la décision prise, d'autres Etats membres seraient à même de s'y rallier.

a. Une Union européenne divisée

"Si nous attendons d'être 27 pour prendre des initiatives, on va attendre très longtemps", remarque le co-directeur de l'IRIS. Denis Bauchard, conseiller à l'IFRI, chargé du Maghreb et du Moyen-Orient, est partisan d'une alliance entre les pays du sud de l'Union européenne. Au sein de l'Union, il distingue quatre groupes de pays ayant des positions différentes sur le conflit israélo-palestinien. Dans le premier groupe, Bauchard inclut un certain nombre de pays de l'est qu'il considère comme plutôt "indifférents". Cependant, Gresh remarque que des représentants de la République Tchèque sont allés jusqu'à défendre ouvertement des positions pro-israéliennes et pro-américaines au sein de l'UE. Dans le second groupe, Bauchard regroupe les pays considérés pro-israéliens, comme les Pays-Bas par exemple. Il

² Pendant la Conférence de San Remo en 1920, la Société des Nations a donné à la Grande Bretagne un mandat sur la Palestine. Cette conférence a établi la division de l'Empire Ottoman: l'Irak et la Palestine furent octroyés à la Grande Bretagne, la Syrie et le Liban à la France.

met l'Allemagne dans une catégorie à part, car à cause de son histoire, elle ne peut pas prendre d'initiative qui pourrait heurter Israël. Pour sa part, la Grande Bretagne est en principe d'accord avec la France mais ne peut pas prendre de positions qui puissent déplaire aux Etats-Unis. Bauchard pense que les pays du sud de l'Europe, tels que la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, sont les Etats membres en faveur d'une politique plus active de l'Union européenne et donc appelés à s'unir pour débloquer la situation.

Mais outre ses divisions internes et son alignement sur les positions américaines, l'Union européenne est, selon Gresh, plus sensible au conflit israélo-palestinien parce que ses opinions publiques sont plus critiques par rapport à Israël que celles des Etats-Unis.

En France, par exemple, le conflit est même devenu un problème de politique intérieure, en raison de la présence de quatre millions de musulmans ainsi qu'une importante communauté juive au sein de la société française. C'est une des raisons pour laquelle l'Hexagone en particulier, et l'Union européenne en général, considèrent le Moyen-Orient comme une de leurs frontières. Sans conséquence directe pour les Etats-Unis, une explosion dans la région affecterait néanmoins directement l'Union européenne.

C'est pourquoi Paris et Bruxelles divergent dans leurs positions sur le conflit avec Washington. Gresh doute même de la volonté des Etats-Unis et d'Israël de rechercher une solution au conflit car "toute la stratégie américaine depuis la victoire du Hamas repose sur l'élimination du Hamas". Par ailleurs, la grande priorité de l'agenda politique des Etats-Unis aujourd'hui est sans aucun doute la guerre en Irak, souligne Gresh. Il pense que dans la perspective d'une éventuelle intervention militaire contre l'Iran, Washington est davantage intéressé à créer "une alliance stratégique avec les pays modérés arabes et avec Israël".

Le directeur de l'IFRI remarque que le récent intérêt des Etats-Unis pour le conflit israélo-palestinien est un "phénomène classique" de la politique américaine car "à la fin de son second mandat le président Bush commence à se dire qu'il pourrait peut-être faire quelque chose". D'après Jean Felix-Paganon, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au Ministère des Affaires Etrangères, personne ne sait encore s'il y aura un réengagement américain dans la région. Il remarque que "beaucoup de bonnes paroles d'intention ont été prononcées mais concrètement les choses n'avancent pas vraiment".

Depuis longtemps, Washington soutient Israël et un revirement de politique serait actuellement impensable. Ce n'est désormais un secret pour personne que Washington est plus que complaisant à l'égard du gouvernement israélien. Tel Aviv a obtenu de son allié américain un soutien inconditionnel à sa politique de colonisation et jusqu'à maintenant il a pu compter sur le silence de Washington malgré les violations récurrentes des résolutions de l'ONU. Suite à la victoire du Hamas l'année dernière, c'est même Washington qui décida d'imposer des sanctions financières au gouvernement palestinien, une décision qui fut "lamentablement" suivie le même jour par l'Union européenne, remarque Billion.

Cependant, la France a essayé à plusieurs reprises de passer au travers de ces restrictions et a insisté pour que l'Union européenne continue d'apporter son aide indirecte aux Palestiniens, en contournant les instances gouvernementales et a prolongé de trois mois son mécanisme international de financement temporaire. Selon le journal Le Monde, le Quai d'Orsay plaide également pour une reprise de l'aide financière directe, cruciale pour la survie du gouvernement palestinien, qui attend avec impatience le versement des 760 millions d'euros de l'Union européenne.

De leurs côtés, les Etats-Unis et Israël continuent de refuser de discuter avec le nouveau gouvernement palestinien et s'opposent catégoriquement à la reprise de l'aide tant que ne seront pas n'acceptées les conditions du quartet (renoncement à la violence, reconnaissance d'Israël et des accords antérieurs). Pourtant, à la grande surprise de tous, lors de la rencontre le 23 décembre entre le président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas et Ehoud Olmert, le Premier ministre israélien versa 100 millions d'euros aux Palestiniens, sur les 650 millions dûs. Les problèmes financiers du gouvernement palestinien proviennent en grande partie du refus des Israéliens de reverser aux Palestiniens les impôts directs et indirects perçus par Israël, de l'ordre d'environ 50 millions de dollars par mois, explique Bauchard.

b. Le rôle de la France en tant que moteur du processus de paix

Le spécialiste français de l'IFRI remarque que l'Union européenne commence à gagner du terrain au Moyen-Orient parce que Washington "est de plus en plus décrédibilisé dans le monde arabe par leur politique de soutien inconditionnel à Israël et leur intervention en Irak. La France, quant à elle, a la réputation d'avoir une politique plus équilibrée par rapport au monde arabe".

Pour leur part, les saoudiens, inquiétés par l'incapacité de leurs alliés américains à gérer la crise régionale, ont décidé d'essayer de trouver une solution au conflit israélo-palestinien, longtemps considéré comme "marginal" par Washington, souligne de Montbrial. "Les américains n'écoutaient jamais les saoudiens. C'est seulement il y a un an qu'ils commencent vaguement à poser des questions".

Inquiets de la montée de la politique de l'escalade de la violence menée par leurs alliés américains au nom "d'une guerre régionale, mondiale contre le terrorisme", "les saoudiens tentent d'apaiser les tensions" dans la région, estime Gresh. Des pays comme la France ou l'Espagne, notamment sous l'influence du ministre des Affaires Etrangères espagnol, Miguel Angel Moratinos³, tentent de suivre leur exemple et certains Etats du sud de l'Europe semblent désormais passer pour de meilleurs médiateurs.

La plupart des experts consultés recommandent une coopération entre différents Etats européens pour lancer une initiative de paix, ce qui aurait pour effet de convaincre d'autres membres à se rallier à eux par la suite.

Selon eux, la France possède tous les atouts importants pour entreprendre des démarches allant vers une conférence de paix. En premier lieu, la France dispose d'un très bon réseau diplomatique dans la région en raison de son histoire coloniale. A la demande d'Israël, la France a même renforcé sa présence au Moyen Orient depuis la guerre du Liban en 2006, en prenant la tête de la FINUL⁴, une des principales forces onusiennes de maintien de la paix au Liban. La France a également une très bonne connaissance des principaux acteurs régionaux ainsi qu'une bonne sensibilité des problèmes de cette zone, estime de Montbrial. En

³ En novembre 2006, pendant le sommet franco-espagnol de Gerona (Espagne), le ministre espagnol des Affaires Etrangères Miguel Angel Moratinos a lancé une initiative de paix au Proche Orient en collaboration avec la France et l'Italie. Cette initiative a été très critiquée par l'Allemagne qui n'avait pas été consultée au préalable.

⁴ Les Nations Unies approuvent en août 2006 la résolution 1701 et désignent la France comme le leader de la FINUL (Force Intérimaire des Nations Unies au Liban) renforcée et augmentent les troupes lui étant assignées de 2.000 à 15.000. Suite à la résolution 425, la FINUL fut appelée pour la première fois en 1978 à garantir le retrait des soldats israéliens du sud du Liban. Alain Pelligrini est l'actuel commandant français de la FINUL renforcée.

outre, la France, ainsi que d'autres membres de l'Union européenne, ont d'importants liens et intérêts économiques dans cette région.

Surtout, selon Pierre Moscovici, vice-président du Parlement Européen et représentant du parti socialiste français, la France a l'avantage d'entretenir d'assez bonnes relations avec les deux camps. Selon lui, même si la France n'a pas la même influence que les Etats-Unis en Israël, elle a de solides relations d'amitié avec ce pays. En même temps, il existe des liens traditionnels avec les pays arabes et a reconnu la nécessité d'un Etat palestinien, notamment depuis la déclaration de François Mitterrand à la Knesset en 1982.

Billion croit que la France a encore, au sein de l'Union européenne, toute capacité d'initiative pour faire un certain nombre de propositions allant vers la conférence de paix, qui pourraient comprendre des "médiations intermédiaires certainement nécessaires". Il insiste sur la priorité du déblocage politique. "Je pense que la France peut prendre des initiatives de la même façon qu'elle l'avait fait il y a quatre ans avec la crise irakienne. On a bien vu que la France, qui a lancé la bataille très rapidement, a trouvé des partenaires ô combien importants au sein de l'Union européenne, l'Allemagne en particulier, et puis à travers le monde entier", souligne-t-il.

2. La politique extérieure de la France au Moyen-Orient

a. Mandat de Chirac

Suite à son opposition à la Seconde Guerre du Golfe en 2003, Chirac a obtenu des manifestations de sympathie dans le monde entier se positionnant comme l'unique leader politique qui osait critiquer l'intervention américaine en Irak. Le président français est apparu, aux côtés de l'Allemagne, comme le grand défenseur de la légitimité internationale et du multilatéralisme. En s'opposant à l'unilatéralisme des américains, il aura sans doute brièvement réveillé certaines ambitions françaises de mener une politique indépendante au Moyen-Orient.

Mais le réseau diplomatique français est désormais affaibli, notamment suite à des réductions budgétaires. En conséquence, la priorité de la diplomatie française s'inscrit désormais dans le cadre de l'Union européenne, condition sine qua non, selon de Montbrial, pour que la France puisse maintenir une certaine influence. Il insiste sur le fait que l'UE doit organiser son action en collaboration et non en confrontation avec Washington. "On ne peut pas avoir une politique européenne indépendante, si c'est contre les américains. Il faut avoir avec Washington une attitude beaucoup plus indirecte. Si on s'affronte aux Etats-Unis, on n'a pas de chance de réussir".

Selon lui, après le conflit qui a éclaté entre Paris et Washington sur l'Irak en 2003, le gouvernement français a essayé de faire profil bas pour ne plus heurter ses alliés américains. La nouvelle posture de la diplomatie française consiste désormais à être ouvertement moins critique pour être davantage influente. Cette volonté s'est traduite lorsque Dominique de Villepin a appelé les Etats-Unis à relancer le processus de paix au Moyen-Orient, lors d'une conférence à Harvard en 2007. Lorsqu'il était ministre des Affaires Etrangères, Villepin avait été pourtant celui qui avait officiellement déclaré l'opposition de la France à une intervention militaire en Irak lors du célèbre et retentissant discours tenu en février 2003 au Conseil de Sécurité de l'ONU⁵.

⁵ "Villepin va présenter à Harvard un plan de paix pour le Moyen-Orient", Associated Press, 12 mars 2007.

Paris essaie désormais de se montrer plus pragmatique dans ses décisions, ce qui a pu donner l'impression que la France n'est plus aussi active sur la scène internationale. Mais les diplomates français prennent de plus en plus conscience que la France ne peut plus "faire cavalier seul" parce qu'elle n'en a plus les moyens. La diplomatie française doit désormais s'inscrire au sein de l'intégration européenne et non plus dans le cadre de ses relations bilatérales.

Cet essoufflement de la diplomatie française est devenu, selon Gresh, encore plus manifeste depuis la fin du mandat de Chirac, notamment après le départ en 2004 de Bernard Emié, un des plus proches alliés de Chirac, du Ministère des Affaires Etrangères pour prendre ses fonctions d'ambassadeur de France au Liban.

b. Une nouvelle orientation après les élections?

A la veille du second tour des élections présidentielles, cette impression de confusion s'est accrue. Pourtant, la plupart des experts sont d'accord pour dire qu'il ne faut pas attendre de grands bouleversements de la politique étrangère de la France au Moyen-Orient, même après les élections⁶. Bauchard, par exemple, explique que la politique arabe de la France a connu une grande continuité depuis plus de 20 ans.

D'après Billion, cette continuité est telle que, si Sarkozy gagnait les élections, il serait obligé -en dépit de ses positions pro-américaines et pro-israéliennes- de tenir compte du contrepoids exercé par le Ministère des Affaires Etrangères. "Même si Sarkozy le voulait, il n'y aura pas un virage à 180 degrés" de la politique étrangère de la France.

Quant aux critiques de Ségolène Royale, ils lui reprochent une rhétorique parfois maladroite, voire ambiguë, sur les questions de politique internationale. Le journaliste Bernard Cassen a en effet remarqué dans un article publié dans l'édition du mois d'avril du Monde Diplomatique qu'"elle avait même paru soutenir l'édification du mur⁷", séparant Israël des territoires occupés. Il critique également le flou des propos de Royal lorsqu'elle expose son plan pour le Moyen-Orient consistant à "lancer avec nos partenaires européens une initiative pour une conférence internationale de paix et de sécurité au Proche-Orient⁸".

Mais Billion explique qu'au sein même de l'équipe des porte-parole et directeurs de campagne de Royal, il y a des "hommes et des femmes qui ont sur le Moyen-Orient des positions totalement opposées. Par exemple, "Julien Dray, politiquement et idéologiquement proche de l'Etat d'Israël" est diamétralement opposé à "des hommes comme Jean Louis Bianco ou Arnaud de Montebourg, qui eux sont plutôt sur la ligne de l'application stricte du droit international et des résolutions".

D'une façon générale, on a l'impression qu'à la veille du second tour, les deux candidats ne sont pas suffisamment préparés sur les thèmes de politique internationale. Bernard Cassen s'inquiète même que cette faiblesse ne soit même pas prise sérieusement en compte lors d'une campagne électorale qui parle peu des enjeux internationaux.; un signe inquiétant, selon lui, car ces mêmes candidats devront prendre des décisions en la matière juste au lendemain des élections.

⁶ Bernard Cassen, "Une présidentielle, loin du monde", *Le Monde Diplomatique*, Avril 2007, pp.16-17.

⁷ Un mur de 703 kilomètres de long et dont la construction a débuté en 2002, sépare Israël des Territoires Occupés.

⁸ Pierre Moscovici, interview écrite datée du 27 février 2007.

c. Continuité de la politique extérieure de la France

Ce manque d'expérience en politique internationale a pu également se constater chez les précédents présidents, remarque de Montbrial. Selon le directeur de l'IFRI, Giscard, par exemple, en tant qu'économiste et ministre des Finances, connaissait les affaires internationales surtout par l'intermédiaire des questions économiques et quant à Mitterrand, il ne savait même pas parler de langues étrangères.

Tous les experts s'accordent pour dire qu'en dépit des différentes appartenances politiques des précédents présidents, ils ont tous fini par suivre la politique arabe traditionnelle de la France, établie par de Gaulle "dès 1962, à la fin de la guerre d'Algérie", explique de Montbrial. Les principaux fondements de la politique française reposeront alors sur une certaine indépendance vis à vis des deux grandes puissances de l'époque, les Etats-Unis et l'Union Soviétique. De Gaulle s'efforcera de contrebalancer l'influence des deux Grands en intensifiant la présence de la France dans son ancienne sphère d'influence, c'est à dire en Afrique et au Moyen-Orient. Le général de Gaulle bouleversera complètement les grandes orientations de la diplomatie française: proche d'Israël dans les années 50, il favorisera ensuite les peuples arabes au détriment de l'Etat hébreu. En 1967, la rupture apparaît au grand jour après les dures critiques que Paris exprime à l'encontre de Tel Aviv suite à la Guerre des Six Jours.

Cette politique gaulliste pro-arabe s'est poursuivie au fil des ans quelque fut le président au pouvoir. Pour illustrer ce phénomène, de Montbrial explique que lorsque Valéry Giscard d'Estaing fut élu en 1974, il était considéré comme un atlantiste, mais à la fin de son mandat, Giscard signa la Déclaration de Venise⁹, déclaration qui marque le point de départ d'une nouvelle politique israélo-palestinienne de la France, reconnaissant la nécessité d'un Etat palestinien. Mitterrand, de son côté, a voulu corriger en 1981 la dérive excessive de la France vers le monde arabe en rétablissant un "équilibre" plus favorable à Israël. Mais à la fin, sa politique s'est traduite par un retour progressif à la position traditionnelle de la France au Moyen-Orient (c'est à dire celle du général de Gaulle dès la fin de la guerre d'Algérie). Pour ces raisons historiques, de Montbrial est "prêt à faire le pari que si Sarkozy --en dépit de ses positions atlantistes et pro-israéliennes-- est élu président de la République Française, il y aura un recentrage inévitable".

Les principaux piliers de la politique arabe de la France reposent sur deux principes de base: d'une part, la reconnaissance de l'importance de la sécurité et de l'existence de l'Etat d'Israël et d'autre part, le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Cependant, Billion "ne croit pas vraiment qu'il y ait de politique arabe de la France, sinon la défense de quelques positions de principe dans la région comme celle du droit international". Ce principe est une constante de la politique étrangère de la France, ainsi que la volonté de de Gaulle de maintenir une indépendance par rapport à Washington, une position que l'ancien ministre des Affaires Etrangères Hubert Védrine a résumé de la façon suivante: "Amis, alliés mais pas alignés"¹⁰. Mais comme les dernières évolutions dans la crise libanaise l'ont démontré, la France peut également faire cause commune avec les Etats-Unis en cas de besoin¹¹.

⁹ La Déclaration de Venise fut adoptée par le Conseil des Ministres de la Communauté Européenne en 1980 et appela à la reconnaissance d'un Etat palestinien.

¹⁰ Voir Hubert Védrine, *Continuer l'histoire*, Fayard, Paris, 2007.

¹¹ Sous l'impulsion des Etats-Unis, France soutient la résolution 1559 sur la crise libanaise.

3. Les relations de la France avec les Etats du Moyen-Orient

a. Relations avec Israël

A cause de sa politique pro-arabe, les liens de la France avec Israël se sont peu à peu détériorés malgré les débuts prometteurs dans les années 50. A l'époque, Paris entretenait de bonnes relations avec Tel Aviv; à un tel point que la France était même devenu un des alliés militaires et diplomatiques les plus importants de l'Etat hébreu. Cette relation spéciale s'altèra lorsqu'en 1958, de Gaulle mit l'accent sur ses relations avec les pays arabes pour d'évidentes raisons économiques et énergétiques. Cependant, la France aida Israël à développer son programme nucléaire et fut son principal fournisseur d'armes. Mais l'importance croissante du pétrole pour l'industrie française fut décisive dans les choix politiques de la France qui a misé sur de bons rapports avec les pays du Moyen-Orient. La Guerre des Six Jours en 1967 et l'attaque du Liban en 1968 par Israël provoquèrent une rupture entre Paris et Tel Aviv. Israël se rapprocha ensuite des Etats-Unis, pays qui deviendra son plus puissant allié jusqu'à aujourd'hui.

Troisième pays exportateur d'armes au monde en 1970, la France signait d'importants contrats d'armements avec différents pays arabes. La vente de 100 avions mirages et 200 tanks à la Libye cette année là contribua à un refroidissement des relations avec Israël.

Avec la crise pétrolière de 1973, la France s'efforça de resserrer ses liens avec les pays riches en pétrole comme l'Arabie Saoudite et l'Irak. Elle aida même l'Irak à construire une centrale nucléaire à Tamuz en 1975. A cette époque, la France commença à parler de la nécessité d'un Etat palestinien, et vota en faveur de la reconnaissance de l'OLP à l'ONU, provoquant l'indignation d'Israël. En 1975, Giscard autorisa même l'OLP à ouvrir un bureau à Paris; des gestes qui démontraient que l'OLP était désormais considérée par la communauté internationale comme un partenaire légitime pour le processus de paix.

Cependant, depuis la confrontation ouverte en 2003 sur la gestion de l'intervention en Irak, on constate un léger changement d'attitude de la part du gouvernement français qui s'efforce d'améliorer ses relations avec les Etats-Unis. Selon Gresh, ce souci a poussé la France à vouloir resserrer ses liens avec la communauté juive américaine. Un deuxième facteur va favoriser également cette volonté de rapprochement d'Israël. En automne 2000, suite à une résurgence d'actes antisémites et des attaques de synagogues, juste au moment de la seconde Intifada, la France fut durement critiquée par le gouvernement de Sharon, qui instrumentalisa ces événements pour accuser la France d'antisémitisme. Le ton monta à un tel point que Jean Kahn, le président du Comité Juif de France, a même déclaré que les juifs de France vivaient les prémices d'une Nuit de Cristal¹², une sombre référence à ce qui était arrivé aux juifs en Allemagne avant la seconde guerre mondiale. Sharon établit même une connexion entre ces incidents et la position critique de la France par rapport à Israël. Cette campagne est devenue si virulente que Jacques Chirac s'est senti obligé de se rendre aux Etats-Unis pour rencontrer des grandes associations juives américaines afin d'expliquer que la France n'était pas antisémite. En 2003, il envoie un nouvel ambassadeur de France en Israël uniquement dans le but de rétablir les relations entre Paris et Tel Aviv. Depuis quelques années, le gouvernement français s'efforce, d'un côté, d'améliorer ses rapports avec Israël et les Etats-Unis, tout en essayant, de l'autre côté, de ne pas trahir sa traditionnelle relation avec le monde arabe.

¹² Pendant la Nuit de Cristal de 1938, les nazis allemands ont assassinés des juifs et se sont attaqués aux synagogues, magasins et propriétés juives.

b. Relations avec les Palestiniens

Dans l'opinion de Gresh, la politique extérieure de la France dans la région est étroitement liée à la personnalité de l'actuel président français. Chirac a en effet "su faire les gestes très symboliques qui ont marqué les positions de la France: visite à Jérusalem en 1996, refus de la guerre avec l'Irak, accueil au moment même du rapprochement avec Israël de Yasser Arafat à Paris, soigné en France et hommages militaires au moment de sa mort. Ce sont des gestes symboliques mais qui sont très importants dans le monde arabe".

Mais la politique arabe de la France est également déterminée par la présence d'une importante population immigrée en France, comme le remarque Jean Felix-Paganon. Il se réfère aux liens qui unit la France au Maghreb (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie) qui, avec une population de 90 millions de personnes, représente un enjeu considérable pour la société française. Felix-Paganon explique que "le Maghreb est une priorité absolue de la diplomatie française. On ne peut pas faire l'impasse sur les millions de personnes vivant sur notre territoire d'origine maghrébine. Pendant très longtemps il n'existait aucun lien entre la politique maghrébine de la France et la politique du Moyen-Orient. Maintenant force est de constater que le conflit fait irruption dans la vie politique française. Il y a une mobilisation beaucoup plus forte de la communauté juive de France en faveur d'Israël et de la communauté musulmane française qui ressent une solidarité de plus en plus en forte avec le monde arabe. C'est un phénomène nouveau".

Cependant, en raison des rapports étroits entre la France et le monde arabe, Billion remarque que même si les relations franco-israéliennes se sont considérablement améliorées, il y a une méfiance des Israéliens vis-à-vis de la France qu'ils considèrent comme trop pro-arabe".

c. Relations avec la Syrie et l'Iran

La forte personnalisation de la politique extérieure de la France depuis le début de la législature de Chirac se reflète en particulier dans les relations de la France avec la Syrie. Ce n'est plus un secret pour personne que l'amitié qui unissait Chirac à l'ex ancien Premier ministre libanais Hariri a fortement déterminé les relations entre Damas et Paris, notamment après l'assassinat de ce dernier le 14 février 2005¹³. Chirac, ainsi que la plupart des experts, soupçonnent la responsabilité de la Syrie dans l'attentat qui a mis fin aux jours d'Hariri dans le centre de Beyrouth (Liban).

La Syrie et la France ont une histoire particulière avec le Liban. Le pays du Cèdre, qui compte une importante population chrétienne, fut autrefois une province syrienne puis fut placé sous mandat français jusqu'à la déclaration de son indépendance en 1943. Après cette date, le Liban prêta main forte aux Palestiniens lors des belligérances entre Israël et les pays arabes voisins en 1948.

Lorsque la guerre éclata au Liban en 1975, les Israéliens envahirent leur voisin libanais à plusieurs reprises, notamment en 1978 et 1982. Le gouvernement libanais demanda rescousse à Damas et la Syrie envoya des troupes au Liban, notamment pour protéger la communauté chrétienne. Jusqu'en 2000, Israël maintiendra le contrôle sur le sud du pays et les troupes syriennes restèrent au Liban jusqu'en 2005. Après l'assassinat de l'ex Premier ministre libanais, ami personnel de Chirac, la France fit pression pour que les troupes syriennes se retirent du pays du Cèdre. La résolution 1559 fut adoptée en collaboration avec

¹³ L'ancien Premier ministre Rafik Hariri, 60 ans, fut tué lors d'un attentat à la bombe au centre de Beyrouth. Hariri fut cinq fois nommé ministre, notamment au lendemain de la longue guerre du Liban.

Washington et une enquête fut ouverte sur les circonstances de la mort d'Hariri. Alors que l'assassinat de l'homme politique libanais contribua à la détérioration des relations entre Paris et Damas, il permit un certain rapprochement avec les américains grâce notamment à une coopération étroite sur ce dossier.

Mais la solution du conflit israélo-palestinien passe par l'implication d'un voisin aussi important que la Syrie, qui perdit les territoires du Golan pendant la guerre de 1967 et donc par le rétablissement des relations avec le président syrien, Bachar el-Assad, le fils du Lion¹⁴. Pour Damas, la condition pour entamer les pourparlers est la restitution par Israël du Plateau du Golan. Selon la plupart des experts, il est absolument primordial que la Syrie et l'Iran soient inclus dans le processus de paix. Citant l'ancien ministre des Affaires Etrangères Hubert Védrine, de Montbrial remarque qu'"il est facile de parler avec ses amis, mais la politique internationale c'est parler avec ses ennemis".

Il pense que refuser de négocier avec la Syrie et l'Iran serait "une grande erreur". Même le rapport Baker-Hamilton sur l'engagement militaire des Etats-Unis en Irak recommandait vivement la reprise du dialogue avec ces deux Etats¹⁵. Selon Gresh, "une des grandes conclusions du rapport Baker était d'ouvrir les négociations avec les syriens et les iraniens". Mais jusqu'à maintenant, l'Administration Bush a toujours refusé de dialoguer avec les deux pays ou d'accepter leur participation à une telle négociation¹⁶.

Quant à l'Iran, depuis que des sanctions ont été adoptées par le Conseil de Sécurité en 2006, les tensions entre Washington et Téhéran n'ont cessé de croître. De Montbrial remarque que ces mesures ont en fait joué en faveur des iraniens. "Washington a rompu l'équilibre des forces au Moyen-Orient en faveur de l'Iran". "Une intervention militaire serait une initiative complètement aventuriste qui aurait des conséquences extrêmement graves non seulement au Moyen-Orient mais dans le monde entier", ajoute Bauchard. Selon lui, la France serait particulièrement intéressée à trouver une solution diplomatique et politique pour des raisons très pragmatiques. Des pays comme la France, l'Allemagne et l'Italie ont d'importants intérêts économiques en Iran et il ne faut pas oublier que l'Iran est une grande puissance régionale située dans une zone géostratégique cruciale, à la jonction entre l'Asie Centrale, le Moyen-Orient et le sous continent Indien. "Plus on s'oriente vers une politique de sanctions, d'interventions militaires, plus on renforce le camp des durs", souligne Bauchard.

d. Relations avec Hamas

De Montbrial partage également cette opinion et remarque que refuser de discuter avec Hamas entretiendrait l'extrémisme du Hamas. Certains experts pensent qu'un dialogue avec Hamas serait même possible si la communauté internationale faisait appel aux forces plus conciliantes et réformistes au sein de ce mouvement.

Pour éviter la formation de positions extrémistes dans les rangs du Hamas, il faudrait leur donner des indications encourageantes et montrer que l'état se relâche, estime Felix-Paganon. Dialoguer avec le nouveau gouvernement palestinien d'union nationale est, selon lui, "la seule façon d'éviter une guerre civile interpalestinienne". Il suggère par exemple de dialoguer, dans un premier temps, avec des personnalités proches du Hamas sans s'approcher de leurs membres

¹⁴ Surnom de l'ancien président syrien Hafez el-Assad, père de Bachar el-Assad.

¹⁵ Mariano Aguirre, "Diplomatie au Moyen-Orient: Entre guerre et négociations", Comment, FRIDE, Madrid, Janvier 2007, p.3.

¹⁶ Ibid.

officiels. Il se demande si Hamas ne joue pas la carte de la reconnaissance formelle d'Israël pour pouvoir mieux négocier avec le gouvernement israélien, car "même après la reconnaissance d'Israël, l'OLP n'avait rien obtenu en échange, même pas l'arrêt de la colonisation". N'ayant abouti à rien dans le passé, les Palestiniens pensent que reconnaître formellement Israël n'amènera pas à grand chose. "La question de la reconnaissance est ambiguë", estime Gresh, car ce qu'Israël demande est la reconnaissance de la légitimité du mouvement sioniste, de l'Etat d'Israël et de l'installation des colons en Palestine. "Et aucun Palestinien ne peut accepter ça. En revanche, le Hamas peut accepter de reconnaître l'Etat d'Israël tel qu'il existe. Et si on lit bien le discours de Hamas, il y a l'acceptation de la création d'un Etat palestinien sur les lignes du 4 juin 1967", précise Gresh.

Mariano Aguirre, directeur du programme paix et sécurité du centre de recherche espagnol FRIDE précise dans un article que le Fatah avait déjà reconnu Israël dans le passé: "Marwan Barghouti, un leader du Fatah, emprisonné à vie, envoya une lettre de prison signé par des prisonniers du Fatah et du Hamas, déclarant que le Mouvement de Libération pour la Palestine accepte l'initiative de la Ligue Arabe engagée en 2002 et que l'acceptation des frontières avant 1967 impliquait la reconnaissance d'Israël¹⁷".

Bauchard souligne que c'est une erreur d'isoler le Hamas et se positionne contre l'application des sanctions financières. Il pense que "la France au sein de l'UE a tout fait pour que l'aide aux Palestiniens soit maintenue à un niveau élevé. L'aide n'est pas octroyée au gouvernement palestinien mais au président de l'Autorité Palestinienne, ou à un certain nombre d'ONG, ou arrive directement sur le compte en banque de certains fonctionnaires". Richard Youngs, directeur du programme démocratisation au FRIDE suggère également que "l'Union européenne devrait profiter de la formation d'un gouvernement d'union nationale pour trouver des moyens de s'engager à nouveau¹⁸".

En décembre 2006, le président Olmert débloquait les 100 millions de dollars qu'il devait aux Palestiniens. Mais lors de la dernière réunion entre Olmert et Abbas le 11 mars à Jérusalem, Olmert refusait de nouveau de verser les 500 millions de dollars restants; argumentant qu'en aucune façon, il reconnaîtrait le futur gouvernement palestinien ou qu'il entretiendrait des relations avec des ministres même si ceux-ci n'appartenaient pas au Hamas.

4. Conclusion

Les experts recommandent à l'Europe d'exercer des pressions sur Israël, pour ses constantes violations des résolutions internationales et des droits de l'homme ainsi que pour la poursuite de la colonisation. Il paraît évident pour Gresh, qu'"avancer sur le conflit israélo-palestinien signifie faire pression sur le gouvernement israélien". Mais si personne n'agit, c'est que tout le monde craint la réaction des Etats-Unis. Billion, de son côté, propose, par exemple, d'obliger Israël à respecter les résolutions adoptées par le Parlement Européen qui impose un certain nombre de règles précises en ce qui concerne l'application du partenariat israélo-union-européenne¹⁹. Mais, on ne les applique pas par peur, par division" au sein de l'Union. Il remarque qu'il serait important de dénoncer les violations du droit international et du droit humanitaire commises par Israël car ils se savent désormais impunis.

¹⁷ Mariano Aguirre, Janvier 2007, op. cit., p.5.

¹⁸ Pour plus de détails, voir Richard Youngs: "L'Union européenne et le processus de paix au Moyen-Orient: vers un nouveau compromis?", p.2.

¹⁹ Accord signé en Israël et l'Union européenne en 1995.

Youngs prévient de ce danger également et indique que ces dernières années, plusieurs rapports ont conseillé à l'Union européenne "de devenir intransigeante avec Israël²⁰". Il explique que certains Etats sceptiques avaient avancé l'argument "que des sanctions punitives contre Israël seraient contreproductives pour l'influence de l'Union européenne et que de telles mesures n'arriveraient pas à obtenir le soutien d'un certain nombre d'Etats". En agissant de cette façon, l'Union européenne a perdu sa crédibilité au sein du monde arabe.

Par rapport aux pressions et aux sanctions, Gresh recommande "d'appliquer aux deux parties les trois conditions posées par le quartet, c'est-à-dire reconnaissance par les Palestiniens d'Israël dans les frontières de 67 en échange la reconnaissance par Israël d'un Etat palestinien, arrêt de la violence des Palestiniens, arrêt des incursions israéliennes et des assassinats ciblés". Il est d'avis que la communauté internationale possède tout à fait les moyens d'imposer une solution, mais qu'elle ne le fait pas car la politique américaine repose sur une politique d'alliance stratégique avec Israël.

Une Europe divisée et des pays arabes trop dépendants des Etats-Unis ne facilitent pas la tâche dans la recherche d'une solution. Gresh suggère par exemple, que certains pays du Moyen-Orient pourraient utiliser le pétrole comme arme politique comme ce fut le cas en 1973. Même les Européens - les principaux partenaires commerciaux d'Israël - pourraient exercer des pressions économiques contre les Israéliens pour les obliger à résoudre le conflit. Billion pense qu'au vu des difficultés de l'Union européenne pour mettre en place une politique étrangère et de sécurité commune, la fameuse PESC, les Etats préfèrent encore développer leurs propres relations bilatérales.

Dans ce complexe jeu diplomatique, le gouvernement français pourrait avoir un rôle clé avec l'aide de ses homologues espagnols ou italiens. Cependant Gresh estime que ce n'est pas le bon moment, car à la veille de ses élections, "on ne peut pas attendre des initiatives très importantes de la France". Après les élections, il y aura certes une réévaluation de sa politique et atteindre un consensus ne sera pas une mince affaire. Comme Billion le remarque, au sein du Ministère des Affaires Etrangères, plusieurs fonctionnaires estiment que c'était une grande erreur d'avoir participé à l'embargo contre le gouvernement palestinien.

Quant aux relations avec la Syrie, le Ministre des Affaires Etrangères espagnol Moratinos - qui a d'excellentes relations avec Assad - pourrait tenter de convaincre la France à se réconcilier avec le gouvernement syrien. Gresh pense d'ailleurs qu'après les élections "disparaîtra la dimension personnelle de l'engagement français au Liban lié à l'amitié entre Chirac et Hariri". Une réconciliation entre Paris et Damas serait sans aucun doute une des conditions préalables pour relancer l'idée d'un processus de paix général qui impliquerait les pays voisins les plus importants.

Ce genre d'initiative pourrait également convaincre certains pays européens à se joindre aux pourparlers et ainsi d'éviter une éventuelle escalade de la violence dans la région. L'Union européenne pourrait alors être considérée par les pays arabes modérés comme une alternative sérieuse aux Etats-Unis pour servir de médiateur dans les négociations de paix. Le danger de perdre le protagonisme et d'être relayé comme partenaire secondaire dans les négociations pourraient également motiver Washington à lever les sanctions imposées au gouvernement palestinien et à se montrer plus ferme vis à vis de son allié israélien, réactivant ainsi un processus de paix complètement paralysé.

²⁰ Pour plus de détails, voir Richard Youngs: "L'Union européenne et le processus de paix au Moyen-Orient: vers un nouveau compromis?", p.2.

L'Union européenne doit, en particulier, convaincre l'Administration Bush qu'une guerre aveugle contre le terrorisme est un facteur important de déstabilisation de la région. Les politiques appelant à une escalade de la violence pourraient mettre la région à feu et à sang et avoir de dramatiques conséquences humaines. De plus, l'économie américaine assoiffée de pétrole n'est pas vraiment intéressée qu'un Moyen-Orient riche en ressources pétrolières soit à la merci de l'instabilité et d'attentats terroristes. La guerre contre le terrorisme a conduit à sa plus grande contradiction: au lieu d'en éliminer les racines, elle a, au contraire, fomenté le fanatisme. La dernière visite de Nancy Pelosi, leader du parti Démocratique au Congrès en Syrie pour tenter un rapprochement avec Damas pourra peut-être convaincre les faucons à Washington d'organiser une conférence de paix pour l'ensemble de la région.

* * *

Los puntos de vista expresados por los autores de los documentos publicados en este sitio Web no reflejan necesariamente la opinión de FRIDE. Si desea expresar cualquier comentario en relación con los artículos o hacernos cualquier sugerencia, envíenos un correo electrónico a comments@fride.org.

Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior
C/ Goya, 5-7, Pasaje 2ª, 28001 MADRID. Tel. +34 91 244 47 40 Fax +34 91 244 47 41 e-mail: fride@fride.org
www.fride.org